

Crous de Nantes Pays de la Loire

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES

APPEL D'OFFRES OUVERT

Marché N° 2025_FCS_010_NTE_01

**FOURNITURE, LIVRAISON, INSTALLATION D'UN AUTOCLAVE DE STERILISATION,
D'UNE LIGNE AUTOMATISEE DE CONDITIONNEMENT ET FOURNITURE DE
CONTENANTS REEMPLOYABLES POUR LE CROUS DE NANTES**

Date limite de remise des offres : jeudi 30 octobre 2025 à 14h00

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

CCAP N° 2025_FCS_010_NTE_01

Etabli en application du code de la commande publique.

Le présent CCAP comporte 19
pages (page de garde comprise)
numérotées de 1 à 19.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - DEFINITION DES PARTIES CONTRACTANTES	4
1.1. DEFINITION.....	4
1.2. LE TITULAIRE.....	4
ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHE.....	4
ARTICLE 3 - ALLOTISSEMENT	4
ARTICLE 4 - LIEUX D'EXECUTION	4
ARTICLE 5 - DATE D'EFFET DU MARCHE.....	5
ARTICLE 6 - DUREE DU MARCHE.....	5
ARTICLE 7 - MONTANT DU MARCHE	5
ARTICLE 8 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	5
ARTICLE 9 - MODALITES D'EXECUTION	6
9.1. CORRESPONDANTS DU TITULAIRE	6
9.2. CORRESPONDANTS DU CROUS DE NANTES PAYS DE LA LOIRE	6
9.3. MISE AU POINT.....	7
9.4. REUNIONS ET BILANS	7
9.5. EXECUTION PAR DEFAUT	7
9.6. DELAI D'EXECUTION ET DUREE DE VALIDITE D'UN BON DE COMMANDE.....	7
ARTICLE 10 - RECEPTION DES PRESTATIONS.....	8
ARTICLE 11 - MODIFICATION DU MARCHE PUBLIC	8
11.1. CLAUSES DE REEXAMEN	8
11.2. POUVOIR DE MODIFICATION UNILATERALE.....	9
11.3. REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	9
11.4. PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES.....	9
ARTICLE 12 - CONDITIONS D'EXECUTION FINANCIERE	10
12.1. FORME DES PRIX	10
12.2. PRIX FORFAITAIRE, LOTS 1 ET 2	10
12.3. PRIX, LOT 3.....	10
12.4. CALCUL DE LA TAXE A VALEUR AJOUTEE	10
ARTICLE 13 - CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES	10
13.1. CONTENU DES PRIX.....	11
13.2. PRIX DE REGLEMENT	11
ARTICLE 14 - REVISION DE PRIX.....	11
14.1. CLAUSE DE SAUVEGARDE	11
ARTICLE 15 - MODALITES DE REGLEMENT	11
15.1.1. Facturation.....	11
15.1.2. Modalités de paiement	12
15.1.3. Délai global de paiement	13
15.1.4. Avance.....	13
15.1.5. Comptable Assignataire	13
ARTICLE 16 - OBLIGATIONS DU POUVOIR ADJUDICATEUR	13
ARTICLE 17 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	13
17.1. OBLIGATION D'INFORMATION.....	13
17.2. CONSEIL.....	14
17.3. QUALITE.....	14

17.4.	MESURES DE SECURITE	14
17.5.	RESPONSABILITE DU TITULAIRE	14
17.6.	GESTION DE PERSONNELS DU TITULAIRE	15
17.7.	ASSURANCE	15
17.8.	CONFIDENTIALITE	15
17.9.	TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	16
ARTICLE 18 - PENALITES ET REFACTIONS		16
18.1.	REFACTIONS.....	16
18.2.	PENALITES	16
18.2.1.	<i>Pénalités pour retard.....</i>	<i>16</i>
18.2.1.	<i>Pénalités pour non-respect des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail</i>	<i>16</i>
18.2.2.	<i>Régime d'application des pénalités.....</i>	<i>17</i>
ARTICLE 19 - CLAUSE SECRET DES AFFAIRES (SDA)		17
ARTICLE 20 - SOUS-TRAITANCE		17
20.1.	DESIGNATION DES SOUS-TRAITANTS.....	17
20.2.	MODALITES DE PAIEMENT DIRECT	18
20.3.	NON DECLARATION D'UN SOUS-TRAITANT.....	18
ARTICLE 21 - CESSION OU NANTISSEMENT		18
ARTICLE 22 - RESILIATION		18
ARTICLE 23 - LITIGES		19
23.1.	REGLEMENT AMIABLE DES LITIGES	19
23.2.	JURIDICTION COMPETENTE	19
ARTICLE 24 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS.....		19
ARTICLE 25 - ANNEXES AU CCAP		19

ARTICLE 1 - DEFINITION DES PARTIES CONTRACTANTES

1.1. Définition

Au sens du présent document :

- Le « pouvoir adjudicateur » est la personne morale de droit public (le Crous de Nantes Pays de la Loire) qui conclut le marché avec le Titulaire ;
- Le « Titulaire » est l'opérateur ou le mandataire du groupement d'opérateurs qui conclut le marché avec le pouvoir adjudicateur.

1.2. Le Titulaire

Le Titulaire du marché doit désigner, dès la notification du marché, une ou plusieurs personnes physiques ayant qualité pour le représenter vis-à-vis du pouvoir adjudicateur pour l'exécution de celui-ci.

Le Titulaire ne peut sous-traiter le marché sans avoir préalablement obtenu l'agrément du sous-traitant par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché porte sur la fourniture, la livraison, l'installation, la mise en service et la formation à l'utilisation d'un autoclave de stérilisation, la fourniture d'une ligne automatisée de conditionnement et sur la fourniture de contenants réemployables pour le Crous de Nantes Pays de la Loire.

Les classifications principales conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

- 33191000-5 Dispositifs de stérilisation, de désinfection et d'hygiène
- 42921330-0 Machines de conditionnement
- 39225720-8 Bocaux

Les dispositions du cahier des clauses techniques particulières et de ses annexes, documents joints au dossier de consultation, décrivent les modalités d'exécution des prestations.

ARTICLE 3 - ALLOTISSEMENT

Le présent marché est alloti techniquement.

Le lot 1 comprend le matériel de stérilisation.

Le lot 2 comprend la ligne de conditionnement.

Le lot 3 comprend la fourniture de contenants réemployables.

ARTICLE 4 - LIEUX D'EXECUTION

Ce matériel sera implanté dans un local professionnel de production adapté situé sur un site nantais en vue d'une centralisation de cette production à l'échelle régionale.

Code NUTS : FRG01 Loire-Atlantique

ARTICLE 5 - DATE D'EFFET DU MARCHÉ

Le marché prend effet à compter de sa date de notification.

ARTICLE 6 - DUREE DU MARCHÉ

Le marché est conclu pour une durée de douze (12) mois, à compter de sa date de notification prévue en décembre 2025.

Le lot 3 peut ensuite faire l'objet de trois (3) reconductions de douze (12) mois chacune. La durée globale ne pourra excéder quarante-huit (48) mois.

Le Titulaire ne peut en refuser la reconduction.

La décision de non reconduire le marché est notifiée au Titulaire au plus tard 3 mois avant l'expiration du marché.

La non-reconduction du marché n'ouvre droit à aucune indemnisation d'aucune sorte au profit du Titulaire.

ARTICLE 7 - MONTANT DU MARCHÉ

Le lot 1 du marché est conclus sans minimum et pour un montant maximum de cent vingt mille (120 000) euros HT.

Le lot 2 du marché est conclus sans minimum et pour un montant maximum de deux cent quatre-vingt mille (280 000) euros HT.

Le lot 3 du marché est conclu pour un montant minimum de soixante-dix mille (70 000) euros HT et pour un montant maximum de quatre cent mille (400 000,00) euros hors taxes sur la totalité de sa durée, toutes reconductions incluses.

ARTICLE 8 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant, et ses annexes :
- Annexe financière 1 à l'AE : BPU lot 1
- Annexe financière 2 à l'AE : BPU lot 2
- Annexe financière 3 à l'AE : BPU lot 3
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes :

- Annexe 1 - Les données à caractère personnelles (RGPD)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services¹ (arrêté du 30/03/2021 publié au JORF du 01/04/2021) (CCAG-FCS), applicable dans sa dernière version connue à la date de publication du présent marché et sauf dérogations énumérées au titre du dernier article du présent document ;
- Les bons de commande passés par les services bénéficiaires ;
- Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance ;
- Le Cadre de Réponse Technique (CRT) rédigé par le titulaire.

Seuls les originaux de ces documents conservés dans les archives du Pouvoir Adjudicateur font foi.

Le Titulaire ne pourra se prévaloir d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute réglementation intéressant son activité pour l'exécution du marché.

Toute clause portée dans le(s) catalogue(s), tarif(s) ou documentation quelconque du Titulaire et contraire aux dispositions des pièces constitutives du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du Titulaire sont concernées par cette disposition.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG-FCS, la notification du marché consiste en la remise, sans frais, d'une copie de l'acte d'engagement signé par le Crous au titulaire. Cette remise peut être opérée soit contre récépissé, soit par lettre recommandée avec accusé de réception, soit par échange dématérialisé sur la plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Du fait de la notification, les pièces mentionnées au présent article 5 deviennent contractuelles.

ARTICLE 9 - MODALITES D'EXECUTION

9.1. Correspondants du Titulaire

Dans un délai de quinze (15) jours suivant la notification du marché, le Titulaire doit confirmer la désignation dans le CRT, de la ou des personnes ayant qualité à le représenter pour l'exécution du marché et préciser son identité, sa fonction et ses coordonnées.

Le Titulaire s'engage auprès du pouvoir adjudicateur à mettre en place une procédure de suivi de l'exécution de l'ensemble des prestations (nom et coordonnées de la personne chargée du suivi du marché, etc.).

Si les responsables du suivi de l'exécution de l'ensemble des prestations, désignés par le Titulaire ne sont plus en mesure de remplir leur mission, le Titulaire devra en aviser sans délai le pouvoir adjudicateur. Il veille à ce que cette personne soit remplacée par quelqu'un justifiant de compétences d'un niveau équivalent et prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

9.2. Correspondants du CROUS de Nantes Pays de la Loire

Madame Johanna WEIL

Monsieur Eric GAUVRIT

¹ CCAG-FCS, document non-joint dont le titulaire est réputé avoir pris connaissance.

9.3. Mise au point

Dès la notification du marché, le Titulaire devra prévoir une réunion de mise au point avec la direction des achats et la direction de la restauration.

9.4. Réunions et bilans

Le Crous de Nantes prévoit des réunions régulières avec le Titulaire.

- Une réunion de lancement au cours de laquelle le Titulaire doit remettre au Crous de Nantes Pays de la Loire une liste indiquant les noms du chef d'équipe ainsi que des techniciens qui interviendront sur les différents sites du Crous. Cette liste doit être tenue à jour et toute modification pouvant y être apportée doit être signalée.
- Une réunion à l'issue du premier semestre d'exécution.
- Une réunion annuelle, dans les 30 jours qui suivent la date anniversaire du marché, à l'occasion de laquelle un rapport annuel sera remis.

La participation à ces réunions est obligatoire, elle est incluse au montant forfaitaire annuel.

9.5. Exécution par défaut

Dans le cas où le titulaire ne pourrait pas assurer les prestations qui lui sont demandées, le Crous de Nantes Pays de la Loire se réserve le droit de faire appel à un autre prestataire de service.

En cas de différence de prix au détriment du service acheteur, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire, sans que ce dernier puisse émettre aucune réclamation.

9.6. Délai d'exécution et durée de validité d'un bon de commande

Les délais d'exécution convenus couvrent la réalisation et l'achèvement de toutes les opérations prévues incombant au titulaire y compris, le cas échéant, le repliement des installations de chantier, le nettoyage et la remise en état des lieux.

Les bons de commande émis par la personne publique pourront être notifiés au titulaire pendant toute la durée de validité du marché. Passé ce délai, aucun bon de commande ne pourra être notifié.

Toutefois, les bons de commande s'exécuteront jusqu'à leur terme dans la limite de six (6) mois après la date de fin de validité du marché.

La résiliation du marché ne remet pas en cause la validité du bon de commande si celui-ci est notifié avant la date d'effet de cette décision. Le titulaire du bon de commande est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations commandées.

ARTICLE 10 - RECEPTION DES PRESTATIONS

À réception de l'intervention, trois décisions peuvent être prises :

- L'admission de la prestation en l'état ;
- Le rejet de la prestation en son entier ;
- L'admission partielle de la prestation (ou admission sous réserves), qui donne lieu, soit à un paiement partiel dans l'attente de corrections, soit à une réfaction, c'est-à-dire le paiement du solde diminué des malfaçons ou anomalies constatées lors de la vérification par le service bénéficiaire.

Conformément à l'article 30 du CCAG-FCS, lorsque le service bénéficiaire estime que les prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il en prononce la réception avec une réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Le représentant du pouvoir adjudicateur informe le titulaire par courrier du projet d'application d'une réfaction. Le titulaire dispose de quinze (15) jours à compter de la réception de cette information pour présenter ses observations au représentant du pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec accusé de réception.

ARTICLE 11 - MODIFICATION DU MARCHE PUBLIC

Qu'elles soient apportées par voie conventionnelle ou unilatéralement, les modifications impactant le marché public ne peuvent changer sa nature globale.

11.1. Clauses de réexamen

Conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, le marché peut être réexaminé en cours d'exécution.

Les modifications peuvent porter sur :

- Le périmètre du marché : ajout ou retrait d'un site du Crous de Nantes Pays de la Loire du champ du marché ;
- L'ajout ou la suppression d'une prestation ;
- L'amélioration de la performance sociale et environnementale des prestations et des produits utilisés.

En cas d'événement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat (crise sanitaire par exemple), une modification de l'accord-cadre pourra être envisagée afin d'y remédier. Ces modifications ne sauraient changer la nature globale du contrat et devront être justifiées par un lien de causalité entre les conséquences de l'évènement rencontré et le besoin de modifier le contrat, ainsi que le caractère strictement nécessaire des modifications apportées au contrat.

Les propositions d'actions de progrès sont remises par écrit et précisent les améliorations attendues, les prérequis nécessaires à leur mise en place et le planning de mise en place. Le pouvoir adjudicateur du CROUS de Nantes Pays de la Loire étudie ces propositions et notifie son accord auprès du Titulaire.

Conformément à l'article R. 2194-7 du code de la commande publique, le marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ne sont pas substantielles.

Ces modifications, excepté la suspension temporaire d'un équipement du champ de la maintenance, font l'objet d'un avenant. À cette occasion, le Titulaire remet un bordereau des prix unitaires et une décomposition du prix forfaitaire modifiés.

Les prix nouveaux sont établis sur les mêmes bases que les prix du marché.

Conformément à l'article 25 du CCAG-FCS, en cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire.

11.2. Pouvoir de modification unilatérale

En application des articles L6, L2194-1 et L2194-2 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut, dans un but d'intérêt général, apporter unilatéralement une modification au marché public.

Lorsque le pouvoir adjudicateur use de ce pouvoir de modification unilatéral, le titulaire a droit au maintien de l'équilibre financier du marché public.

11.3. Réalisation de prestations similaires

En application de l'article R2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire, un ou plusieurs marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire du présent marché passé après mise en concurrence.

La durée pendant laquelle les nouveaux marchés publics peuvent être conclus ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché public.

11.4. Prestations supplémentaires ou modificatives

Pendant l'exécution du marché, l'acheteur peut prescrire au titulaire, par ordre de service, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose.

Ces modifications ne peuvent changer l'objet du marché ou modifier substantiellement les caractéristiques techniques de l'offre présentée par le titulaire lors de la mise en concurrence.

Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'acheteur.

ARTICLE 12 - CONDITIONS D'EXECUTION FINANCIERE

12.1. Forme des prix

Le présent marché est conclu sur la base d'un montant forfaitaire pour les lots 1 et 2.

Le lot 3 s'exécute par bons de commande, réglée aux quantités réellement exécutées par application des tarifs du bordereau des prix unitaires.

Les prix sont hors taxes et sont établis en euros.

12.2. Prix forfaitaire, lots 1 et 2

Le présent marché est conclu sur la base d'un montant forfaitaire Le prix indiqué par le candidat dans le Bordereau des Prix Unitaires annexé à l'Acte d'Engagement est ferme et global et global.

Il comprend l'ensemble des fournitures et prestations prévues au CCTP.

12.3. Prix, lot 3

Cette part concerne la fourniture de contenants réutilisables.

Les bons de commande pris sur le fondement du présent marché sont conclus en application des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique, au fur et à mesure de la survenance des besoins.

Les bons de commande conclus sur la base du présent marché ne peuvent être émis que pendant la durée de validité du marché.

Les personnes habilitées à signer les bons de commande sont la Directrice générale du Crous de Nantes Pays de la Loire, la Directrice adjointe, le Directeur adjoint, les Directeurs et Directrices d'unités de gestion et leurs adjoints.

Les bons de commande comprennent les mentions suivantes :

- La référence du marché ;
- La désignation des prestations à réaliser ;
- Les délais d'exécution ;
- Le lieu d'exécution ;
- Le montant des prestations commandées ;
- Les références comptables ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- Le numéro du devis.

12.4. Calcul de la Taxe à Valeur Ajoutée

Le taux de la Taxe à Valeur Ajoutée (TVA) est de 20%.

ARTICLE 13 - CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES

Les prix auquel s'est engagé le candidat dans l'Acte d'Engagement sont fermes et définitifs pour la première année d'exécution, révisables pour les années suivantes.

Les prix sont hors taxes et sont établis en euros.

13.1. Contenu des prix

Les prix comprennent l'ensemble des prestations du présent marché, détaillées dans le cadre de réponse technique.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations (y compris frais de nettoyage et d'élimination des déchets, et inclure tous les frais généraux (réunions de préparation, établissement de chiffrage, facturation), impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices.

13.2. Prix de règlement

Les prix figurant sur l'offre sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres.

ARTICLE 14 - REVISION DE PRIX

Les prix sont réputés fermes durant les 12 premiers mois du marché.

A l'issue de la première année d'exécution, le titulaire pourra faire la demande de révision de prix auprès du pouvoir adjudicateur, par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins deux mois avant la date de renouvellement du marché, accompagnée des pièces justificatives ayant servi au calcul des prix révisés et l'annexe financière indiquant les prix en cours et les prix révisés.

En cas de non-respect de ce délai, le prix de l'année en cours sera d'office reconduit pour une nouvelle période d'un an.

Le nouveau prix ainsi calculé, sans opposition de l'administration dans un délai de 30 jours suivant la réception de la lettre recommandée, demeurera ferme pendant une nouvelle période de douze mois, à compter de la date anniversaire du marché.

14.1. Clause de sauvegarde

Au cas où interviendraient des hausses de prix supérieures à 5 % (cinq pour cent) du prix initial, le Crous de Nantes Pays de la Loire se réserve le droit de réduire les prestations initialement prévues, ou de résilier purement et simplement le marché, sans que le fournisseur puisse prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 15 - MODALITES DE REGLEMENT

15.1.1. Facturation

Les demandes de paiement sont établies par le Titulaire du marché, y compris celles qui seraient émises par l'une des différentes entreprises intervenantes en qualité de sous-traitant, sur lesquelles le Titulaire aura apposé son visa de validation.

En application de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, chaque facture sera libellée en euros et adressée au Crous de Nantes Pays de la Loire via la plateforme Chorus Portail Pro <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Crous de Nantes Pays de la Loire
Service facturier
2 Boulevard Guy Mollet BP 52213
44322 NANTES Cedex 3

Les mentions obligatoires pour permettre la transmission des factures sont :

- L'identifiant de l'émetteur et du destinataire sur Chorus Pro, le SIRET du Crous de Nantes étant le 184 401 321 00015
- Le « code service » permettant d'identifier le service exécutant, chargé du traitement de la facture, au sein de l'entité publique destinataire, lorsque celle-ci a décidé de créer des codes services afin de faciliter l'acheminement de ses factures reçues. Le code service pour ce marché est le 1002
- Le « numéro d'engagement » qui correspond à la référence à l'engagement juridique (numéro de bon de commande, de marché, ou numéro généré par le système d'information de l'entité publique destinataire) et est destiné à faciliter le rapprochement de la facture par le destinataire. En l'espèce, le numéro d'engagement correspond au numéro du marché : N° 2025_FCS_010_NTE_01.

Outre les indications prévues par la comptabilité publique, les factures feront apparaître :

- Les références du marché ;
- La raison sociale, l'adresse, la forme juridique et le numéro de SIREN du Titulaire ;
- Le numéro du compte bancaire tel qu'il figure sur l'acte d'engagement ;
- La désignation des prestations réalisées ;
- Le montant total hors taxe de chaque prestation exécutée ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total toutes taxes comprises de chaque prestation exécutée.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au Titulaire toute modification des demandes de paiement incluant notamment les réfections et pénalités.

Les dépenses relatives au présent marché sont financées sur le budget de l'établissement et le règlement s'effectuera selon les règles de la comptabilité publique et par virement administratif, en créditant le compte ouvert au nom du Titulaire tel qu'indiqué à l'acte d'engagement.

Il appartient au Titulaire de s'assurer de la bonne réception de la demande de paiement.

15.1.2. Modalités de paiement

Les paiements s'effectuent après exécution du service fait et suivant les règles de la comptabilité publique. Aucun règlement ne peut être effectué à un compte différent de celui précisé dans l'acte d'engagement

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées par virement administratif dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la facture exacte.

Au cas où le Titulaire du marché donnerait son contrat en nantissement, les indications prévues à l'article 4.2 du CCAG-FCS sont données dans l'acte d'engagement lui-même.

15.1.3. Délai global de paiement

Conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique, l'administration contractante dispose d'un délai de 30 jours pour procéder au paiement des sommes dues à compter de la réception de la facture.

Le taux des intérêts moratoires est le taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne, majoré de huit (8) points de pourcentage.

15.1.4. Avance

Sauf renonciation expresse dans l'acte d'engagement, une avance sera accordée au Titulaire dans les conditions prévues aux articles R2191-3 à R2191-12 du code de la commande publique.

Cette avance sera remboursable par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes conformément à l'article R2191-11 du code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au Titulaire dès que le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint 65% du montant toutes taxes comprises du marché.

15.1.5. Comptable Assignataire

Le comptable assignataire chargé des paiements est l'Agent Comptable du Crous de Nantes.

ARTICLE 16 - OBLIGATIONS DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Le Crous de Nantes Pays de la Loire s'engage à communiquer au Titulaire toute information et tout document nécessaire à l'exécution des prestations objet du présent marché.

ARTICLE 17 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

17.1. Obligation d'information

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution d'un bon de commande et se rapportant :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- A sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Si le titulaire néglige de se conformer à cette obligation, la personne publique ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications figurant dans les actes constitutifs du marché.

En outre, le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, sans que l'administration ait à lui en faire la demande, les

pièces et attestations sur l'honneur prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8254.2 à D.8254-5 du code du travail.

Les attestations peuvent être déposées gratuitement par le titulaire sur la plateforme en ligne sécurisée mise à disposition par le Crous de Nantes Pays de la Loire à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>.

Pour toute demande de création d'un compte sur le site ci-dessus, le titulaire écrit à support@e-attestation.com

17.2. Conseil

Dans le cadre de sa mission et au-delà de l'exécution de la commande, le Titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil.

Le Titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tout élément qui lui paraît de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

17.3. Qualité

Le Titulaire s'engage de façon générale à garantir la qualité des prestations au niveau le plus élevé des usages professionnels et des règles de l'art relatifs aux prestations du présent marché.

Le Titulaire s'engage à proposer pendant toute la durée de l'exécution du présent marché, des démarches ou actions d'améliorations, à suivre leur mise en œuvre et à mesurer et diffuser les résultats obtenus.

Il s'engage à informer sans délai le Crous de Nantes Pays de la Loire ou son représentant de tout évènement ou toute difficulté, de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des prestations objets du présent marché, tels qu'ils ont été définis dans les documents contractuels.

17.4. Mesures de sécurité

Conformément aux dispositions réglementaires prévues aux articles R413-1 à R413.5-1 du code du travail, un plan de prévention sera établi conjointement entre le Titulaire du marché et les directeurs de site après visite des locaux.

Le plan de prévention devra être établi dans le mois qui suit la notification du marché et au plus tard avant la première intervention sur le site concerné.

17.5. Responsabilité du Titulaire

Le Titulaire est responsable de toutes les conséquences pécuniaires directes et indirectes de la responsabilité civile qu'il encourt en raison de ses activités dans la réalisation du présent marché.

Le Titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages causés directement ou indirectement pendant ses interventions :

- à son personnel, au personnel du Crous de Nantes Pays de la Loire ou à des tiers ;
- à ses biens, aux biens appartenant au Crous de Nantes Pays de la Loire ou à des tiers.

Le Titulaire répond notamment des responsabilités, garanties et risques mis à sa charge par les articles 1240 à 1244, 1788 à 1791 du code civil.

Après son intervention, le Titulaire remet dans l'état de propreté trouvé à son arrivée les locaux dans lesquels il est intervenu.

La responsabilité du Titulaire peut être dérogée s'il apporte la preuve qu'il s'est trouvé dans l'impossibilité matérielle d'assurer sa prestation par le fait du Crous de Nantes Pays de la Loire ou par des causes non imputables à sa prestation (destruction par des tiers, vol, sinistres, etc.). Le Crous de Nantes Pays de la Loire n'est pas tenu de souscrire une police d'assurance spécifique pour l'exécution des prestations du présent marché.

17.6. Gestion de personnels du Titulaire

Il est expressément entendu que les personnels du Titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier. A ce titre, le Titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur.

17.7. Assurance

Avant le début d'exécution, le titulaire doit avoir souscrit une assurance couvrant l'ensemble des risques encourus au titre des prestations à réaliser et dont il pourrait être déclaré responsable. Les garanties souscrites devront être suffisantes eu égard à l'ampleur des prestations ; elles doivent être sans limite pour les dommages corporels.

Le titulaire se charge des franchises éventuellement prévues dans les contrats d'assurances souscrits par lui.

En conséquence, il s'engage à souscrire une assurance dont les garanties sont en rapport avec l'importance de la prestation et couvrant les conséquences pécuniaires des risques et responsabilités découlant de ses prestations.

Chaque année à la date anniversaire de cette notification, le titulaire transmet au pouvoir adjudicateur son attestation d'assurance sans qu'il soit nécessaire d'en faire la demande. Cette attestation peut également être déposée gratuitement par le titulaire sur la plateforme : <https://declarants.e-attestations.com>.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

17.8. Confidentialité

Le Titulaire et son personnel sont tenus à une obligation de confidentialité concernant leur activité dans les locaux du Crous de Nantes Pays de la Loire.

Le Titulaire s'interdit de divulguer toute information relative aux dispositions des bâtiments, à l'organisation et l'activité du Crous de Nantes Pays de la Loire dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de la réalisation de ce marché. Il s'engage à faire respecter ces obligations par ses employés et à assumer les conséquences de leur violation.

Les plans et schémas des bâtiments et des installations techniques sont propriétés du Crous de Nantes Pays de la Loire et ne peuvent être communiqués que sur autorisation.

Il est interdit au Titulaire de faire une quelconque publicité pour les prestations faisant l'objet du présent marché, sauf à titre de référence dans le cadre d'une candidature à un marché public. Toute demande d'un tiers, relative aux prestations fournies, doit être transmise au service Achats du Crous de Nantes Pays de la Loire.

Tout manquement à cette disposition est susceptible d'entraîner la rupture du marché, sans préjudice d'éventuelles poursuites civiles, pénales ou administratives.

17.9. Traitement des données à caractère personnel

Le Titulaire est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement général sur la protection des données (règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016). Il apporte à l'acheteur des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

Le traitement des données à caractère personnel est décrit en annexe 1 du présent CCAP.

ARTICLE 18 - PENALITES ET REFACTIONS

Les pénalités et réfections sont cumulables et applicables sans mise en demeure préalable.

Toutefois, le délai à partir duquel seront décomptés les jours de retard devra être justifié par le service bénéficiaire par tout moyen de preuve (fait générateur) et notamment un message informant le titulaire de la situation.

En cas de contestation, le titulaire devra informer la personne publique dans un délai maximal de 8 jours calendaires à compter de la réception de ce décompte. Passé ce délai, son silence vaudra acceptation des pénalités et des réfections.

18.1. Réfections

Les réfections sont régies selon l'article 30 du CCAG FCS.

18.2. Pénalités

18.2.1. Pénalités pour retard

Conformément à l'article 14.1 du CCAG-FCS, en cas de non-respect du fait du Titulaire de ses obligations dans les délais contractuels précisés dans le planning détaillé d'exécution, validé conjointement par le Titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur, le pouvoir adjudicateur peut appliquer des pénalités établies comme suit :

$$P = V \times R / 1\,000$$

où P est le montant hors taxes de la pénalité,

V le montant hors taxes des prestations non réalisées

R le nombre de jours de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues sans montant minimal.

18.2.1. Pénalités pour non-respect des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail

A défaut de correction des irrégularités, constatées par le pouvoir adjudicateur ou par un agent de contrôle, dans un délai fixé par l'article L8222-6 du code du travail, le Titulaire du marché

s'expose à l'application d'une pénalité égale à 10% du montant du marché, sans pouvoir excéder le montant maximum des amendes encourues en application des articles L8224-1 L8224-2 et L8224-5 du Code du travail ou, après mise en demeure, à la résiliation du marché, sans indemnité, à ses frais et risques.

18.2.2. Régime d'application des pénalités

Les manquements du titulaire à ses obligations peuvent donner lieu à pénalité. Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire reste redevable de ses obligations contractuelles et de la commande qui lui a été passée. Leurs montants pourront être déduits des factures transmises pour paiement sur la base du montant du bon de commande concerné.

Quels que soient leurs motifs, le cumul de 3 pénalités se rattachant à un même bon de commande peut donner lieu à l'exécution des prestations aux frais et aux risques du titulaire par une entreprise tierce, librement choisie par le service, conformément à l'article 45 du CCAG-FCS.

Si le représentant du pouvoir adjudicateur met en œuvre les stipulations relatives à la perte de l'exclusivité, il renonce à appliquer au titulaire les pénalités pour retard prévues dans le présent article pour le même motif : les deux sanctions sont exclusives l'une de l'autre.

ARTICLE 19 - CLAUSE SECRET DES AFFAIRES (SDA)

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

ARTICLE 20 - SOUS-TRAITANCE

20.1. Désignation des sous-traitants

Conformément à l'article L2193-4 du code de la commande publique, le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu de la personne publique l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont demandés dans les conditions prévues à l'article L2193-6 du code de la commande publique.

La demande d'agrément d'un sous-traitant devra être accompagnée des pièces suivantes :

- Formulaire DC4 relatif à la présentation d'un sous-traitant ;
- Tableau de répartition des sommes dues entre le titulaire et les sous-traitants admis au paiement direct, daté et signé (modèle annexé à l'acte d'engagement) ;

- Capacités professionnelles et financières du sous-traitant, par la production des pièces exigées du titulaire dans les conditions fixées par le règlement de la consultation du présent marché ;
- Les coordonnées bancaires du sous-traitant ;
- Attestation d'assurance couvrant les prestations exécutées

20.2. Modalités de paiement direct

Les modalités de paiement des sous-traitants sont effectuées dans les conditions prévues aux articles L2193-10 à L2193-13 du code de la commande publique.

20.3. Non déclaration d'un sous-traitant

Conformément aux dispositions de l'article 3.6 du CCAG-FCS, la déclaration d'un sous-traitant et son agrément par le pouvoir adjudicateur doit impérativement avoir lieu préalablement à toute intervention sur le site.

En cas de non-déclaration dûment constatée, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, conformément à l'article 41 du CCAG- FCS, de prononcer la résiliation du marché en cas de non-application des dispositions du présent article.

ARTICLE 21 - CESSION OU NANTISSEMENT

En vue de l'application du régime de nantissement prévu par les articles R2191-45 à R2191-63 du code de la commande publique, sont désignés :

- Comme ordonnateur : Madame la Directrice Générale du Crous de Nantes – Pays de la Loire
- Comme comptable assignataire des paiements : Madame l'Agent Comptable du Crous de Nantes – Pays de la Loire
- Comme fonctionnaire compétent pour fournir les renseignements énumérés à l'article R2191-60 du code de la commande publique : Madame l'Agent Comptable du Crous de Nantes – Pays de la Loire

ARTICLE 22 - RESILIATION

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS s'appliquent.

Conformément aux dispositions du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier un ou plusieurs lots du marché, entre autres pour les motifs suivants :

- Résiliation pour faute du titulaire
 - En cas de survenance d'anomalies ou manquements répétés. Dans cette hypothèse, le pouvoir adjudicateur avise le titulaire, par tout moyen utile, et le met en demeure de remédier aux manquements dans un délai raisonnable. En l'absence de résolution, le lot est résilié aux torts du titulaire et sans indemnisation.
- Résiliation pour motif d'intérêt général
 - Le pouvoir adjudicateur adresse un courrier recommandé avec accusé de réception au titulaire. Une indemnisation du titulaire est alors accordée à hauteur de 5% de la part non exécutée du marché.

- En cas d'inexactitude ou d'absence de documents ou de renseignements obligatoires prévus par les différentes réglementations encadrant le présent marché.

Cette résiliation est précédée d'une lettre recommandée avec accusé réception, notifiant au titulaire le(s) manquement(s) en cause et la mise en demeure d'exécuter ses obligations contractuelles, dans un délai de sept (7) jours calendaires à compter de l'envoi de ladite lettre.

Dans le cadre de cette résiliation, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

En cas de résiliation du marché, le titulaire remet au pouvoir adjudicateur, dès le premier jour de prise d'effet de la résiliation et sans formalité supplémentaire, tous les documents en sa possession relatifs aux études et prestations effectuées dans le cadre du marché.

ARTICLE 23 - LITIGES

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements du droit français. Le tribunal administratif de Nantes est seul compétent en cas de litige.

23.1. Règlement amiable des litiges

Préalablement à tout contentieux, les deux parties solliciteront, avant toute saisine du tribunal administratif, l'avis et les recommandations du Comité Consultatif Interdépartemental de Règlement Amiable des Litiges à Nantes et/ou la médiation régionale des entreprises (DIRECCTE).

23.2. Juridiction compétente

A défaut de solution amiable, le juge du tribunal administratif de Nantes, territorialement compétent, est saisi du litige juridictionnel.

Tribunal administratif de Nantes
6, allée de l'île Gloriette
BP24111 44041 Nantes Cedex 1
Téléphone : +33 2 40 99 46 00
Télécopie : +33 2 40 99 46 58
Courriel : greffe.ta-nantes@juradm.fr.

ARTICLE 24 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS

L'article 8 Pièces constitutives du marché du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS.

ARTICLE 25 - ANNEXES AU CCAP

Annexe 1 – RGPD